



Texte d'orientation

La grande régression

Nous vivons un moment très singulier de l'histoire du monde. Le capital a progressivement étendu sa sphère d'influence dans tous les domaines de nos vies. Tout ce qui faisait obstacle à la recherche du profit maximum à court terme a été systématiquement combattu et progressivement rongé. Faute de contre-pouvoirs suffisants, les tendances profondes du capitalisme se sont exprimées sans limites. Il en résulte une crise d'ensemble, qui menace le développement général de l'humanité et qui substitue à la promesse d'un monde meilleur l'assurance d'une grande régression. Cela signifie que nous sommes à la veille de bifurcations décisives rompant avec les normes qui ont organisé jusqu'ici le monde et notamment celles qui ont dominé ces dernières décennies. De grands changements sont à l'ordre du jour car il devient impossible de continuer comme avant.

La plus irréversible des impasses où nous voilà parvenus est la crise environnementale qui menace les conditions même du développement de l'humanité. La catastrophe provoquée par BP dans le Golfe du Mexique, la pollution du Golfe de Guinée et tant d'autres (déforestations, boues rouges, etc.) sont venues rappeler l'urgence écologique face à laquelle les sommets internationaux, dominés par les grandes puissances capitalistes, affichent leur totale impuissance, quand ce n'est pas leur laxisme. En 1992, le sommet de Rio sur le « développement durable » débouchait sur des engagements insuffisants. Mais au moins étaient-ils grossièrement chiffrés ! Vingt ans plus tard, la situation environnementale s'est profondément dégradée. La catastrophe écologique a commencé à produire ses effets. Les premiers réfugiés climatiques sont apparus. Des paliers irréversibles dans la dégradation de notre écosystème ont été franchis, en particulier en matière de réchauffement climatique et de destruction de la biodiversité. Par leur pillage intensif, certaines ressources alimentaires fondamentales, comme les poissons, commencent à se raréfier. La question de savoir si tous les hommes pourront se nourrir commence à se poser. Pourtant, le dernier sommet en date consacré au climat, celui de Copenhague, incapable de résoudre les contradictions entre les grands pays industriels, n'a débouché sur aucun engagement. Ce fait seul condamne le capitalisme et le productivisme qui en découle.

Le monde est aussi frappé par une crise économique majeure. La crise financière a atteint la chaîne de dettes, à laquelle est suspendu tout le système économique, en son maillon faible des « subprimes ». Ce faisant, elle a révélé et aggravé l'instabilité d'un capitalisme assis sur le surendettement et la domination de la finance. Hier locomotive de la croissance, l'immobilier diffuse à jets continus la récession dans les veines de l'économie des Etats-Unis et partant de là, de celle du monde. Aucun « relais de croissance » n'était en capacité de remplacer le moteur financier cahotant du système.

Cette crise économique décuple une grave crise sociale et géopolitique. L'enrichissement insolent de quelques-uns se poursuit. Il s'accroît au détriment du plus grand nombre, et d'abord des travailleurs qui subissent la précarité et le chômage, qui touchent particulièrement les jeunes, ainsi que la souffrance au travail et la destruction de leurs droits sociaux. Les contre-réformes de la droite aggravent la situation des femmes qui subissent déjà de profondes inégalités. Les relations entre les personnes, comme celles entre les Etats se tendent. Ce processus n'est pas conjoncturel : il exprime dans l'ordre intime jusque dans l'ordre géopolitique, les tensions produites par le modèle dominant. Ceux qui pensaient que l'élection d'Obama aux Etats-Unis entraînerait un apaisement des conflits qui déchirent le monde, n'ont pas vu combien ceux-ci sont inséparables de la domination du capitalisme et des Etats-Unis sur la planète. Ils ont de même méconnu que l'épuisement des ressources énergétiques ou l'explosion des inégalités sociales qui sont à l'œuvre, menaçaient aussi la paix.

C'est enfin la crise politique que révèle en Europe la progression continue de l'abstention. Les dernières élections européennes l'ont vue augmenter dans presque tous les pays de l'Union. Nous dévalons cette pente en France de scrutin en scrutin depuis la dernière présidentielle. Huit millions d'inscrits ont boudé les urnes aux municipales de 2008. Vingt millions d'électeurs de la présidentielle ont disparu aux européennes de 2009. Quatorze millions de voix ont manqué à l'UMP aux régionales de 2010 par rapport à la présidentielle. Ces chiffres sont la conséquence du déni démocratique qu'a révélé au grand jour le refus de prendre en compte le vote des Français sur le Traité Constitutionnel européen. Le second vote imposé au peuple irlandais, sous prétexte qu'il n'aurait pas bien voté, y fait écho. Partout la souveraineté populaire est abaissée, voire bafouée. S'étonnera-t-on dès lors qu'une insurrection civique froide ronge le pays ? Quelle légitimité ont encore les pouvoirs censés procéder de la volonté populaire quand plus ou moins consciemment, l'abstention exprime si massivement un : « qu'ils s'en aillent tous » ?

La crise politique se manifeste également par la progression constante de l'extrême droite en Europe (Autriche, Suède, Pays-Bas, Italie...) et par la montée au sein des droites « traditionnelles », d'un discours xénophobe, nationaliste et autoritaire.

Tous les curseurs sont donc entrés au même moment dans le rouge. Or ces crises ne sont pas indépendantes les unes des autres. Elles se nourrissent mutuellement. Si la prise de conscience de la crise écologique est encore récente, aucune d'elles n'est vraiment nouvelle. Ce qui est nouveau en revanche et qui change tout, c'est leur convergence dans une crise globale. C'est ce qui rend possible et probable une bifurcation : la modification soudaine de la course d'un système devenu instable, à la recherche d'un nouvel équilibre. Au bout de la grande régression se trouve une impasse.

D'ailleurs, tout en prétendant le plus souvent qu'on ne peut pas faire autrement que continuer les mêmes politiques, les élites dirigeantes sont à la recherche des changements qui leur permettraient de restaurer une domination durable. Ici, elles font la promotion d'un capitalisme vert qui veut prolonger l'horizon du capitalisme en le prétendant compatible avec la défense de l'écosystème. Là, elles s'emploient à une redéfinition ethnique de la Nation pour mieux enterrer les aspirations à l'égalité sociale qu'elles ne veulent même plus faire semblant de satisfaire. Aujourd'hui, une collusion évidente d'intérêts apparaît entre la droite, la grande bourgeoisie et les milieux économiques. Dans notre pays, la droite accentue jour après jour son attaque, désormais globale, contre tous les fondements de la République : égalité en droit de tous les citoyens quelle que soit leur origine, laïcité, libertés, fraternité, solidarité par la remise en cause des services publics et de toutes les formes de protection sociale issues du Conseil National de la Résistance. L'histoire nous enseigne ce sur quoi de telles politiques peuvent déboucher.

Bien qu'ils manquent cruellement d'outils politiques pour imposer une autre organisation du monde après la déroute des principaux courants qui ont dominé la gauche au siècle dernier, le communisme d'Etat et la social-démocratie, les peuples s'efforcent aussi de bâtir des alternatives. Les peuples d'Amérique Latine ouvrent la voie par leur audace et leur courage comme par les succès qu'ils rencontrent. Dans notre pays, une construction politique nouvelle, le Front de Gauche, a émergé comme un îlot de combativité et de conscience au cœur de l'océan d'abstentions. Ces points d'appui sont décisifs. Aussi modestes soient-ils, ils peuvent changer le cours des événements et permettre la mise en oeuvre des ruptures écologistes, socialistes et républicaines dont la France et le monde ont besoin.

Construire la Révolution citoyenne

Lors de notre premier Congrès, nous résumions ainsi notre programme : la refondation républicaine des institutions et de la société, le partage des richesses, la planification écologique, la sortie du traité de Lisbonne et une politique de paix par la solidarité et la coopération entre les peuples. Or aucun de ces objectifs ne sera atteint sans une Révolution citoyenne.

La Révolution citoyenne, c'est l'irruption active et éclairée du peuple sur la scène politique et notre rôle est de tout faire pour qu'elle ait lieu. Ce n'est pas un souhait vague ou une formule de style. C'est nommer le moyen à nos yeux incontournable pour rétablir concrètement la souveraineté populaire et dès lors, faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers qui gouvernent le monde. C'est discerner la condition absolue du changement pour rechercher ensuite les moyens de la remplir.

La condition incontournable est la mobilisation sociale et citoyenne. Car si elle doit passer par les urnes, la Révolution citoyenne que nous défendons ne peut se calquer sur les rythmes et les rites électoraux. C'est tout de suite, dans la résistance à la politique gouvernementale que nous pouvons miner sa légitimité, construire la motivation populaire et préparer les victoires électorales de demain. C'est dès le bras de fer engagé sur les retraites que se joue le rapport de force qu'il nous faut imposer aux puissances financières, aux institutions internationales qui exigent des contre-réformes. Par ce rapport de force, nous leur imposerons demain nos politiques quand nous gouvernerons le pays. C'est par la prise de conscience immédiate du danger des politiques sécuritaires et de bouc émissaire conduites par le pouvoir que se jouera aussi la course de vitesse engagée contre les réponses d'extrême droite. C'est en mobilisant contre les politiques d'austérité qui détruisent les services publics et la protection sociale pour le seul bénéfice de l'oligarchie financière et des spéculateurs en vue de leur enrichissement maximum, que nous mettrons en échec la poursuite des régressions sociales.

Pour cela, les citoyens doivent être éclairés. Dès notre fondation, nous faisons nôtre, l'éducation populaire, faisant de l'émancipation une condition de la Révolution citoyenne. Construire un sens critique face au discours de la pensée dominante véhiculée tout particulièrement par les médias est aujourd'hui un impératif. Donner à chacun le moyen de construire sa capacité d'analyse, sa faculté de résistance et son désir de participer à l'élaboration d'une pensée collective sont autant de conditions d'une citoyenneté pleine et entière. En ce sens, nous portons attention aux démarches citoyennes singulières et subversives relevant, bien souvent, de la désobéissance civique. L'implication populaire par le vote est indispensable, mais ne saurait être, à elle seule, suffisante.

La révolution citoyenne a commencé

La mobilisation sur les retraites est un tournant. Considérable par sa durée et son enracinement, elle signe le retour de la classe ouvrière et des employés sur la scène publique. Les grèves ont donné la preuve du rôle incontournable des travailleurs dans la vie du pays et rendu à ceux qui y ont participé la conscience de leur force collective. Le mouvement a éclairci les esprits, balayant les bobards dominants et donnant son actualité vivante au combat de classe pour le partage des richesses. Un autre paysage mental se présente à nous dans lequel nos idées se fraient plus vite un chemin.

Dans ce mouvement, le PG a porté, à sa place de parti politique, des propositions de réforme alternative. Nous avons montré qu'il est possible de financer une retraite décente dès 60 ans et que cet acquis mérite d'autant plus d'être défendu. Notre proposition de loi déposée avec le Parti communiste a recueilli sans difficulté plusieurs dizaines de milliers de signatures de soutien. Nos positions, et celles de l'autre gauche en général, étaient en phase avec le mouvement et cela s'est vu. A l'inverse, le PS et Europe Ecologie Les Verts ont notamment justifié l'allongement de la durée de cotisation. L'ampleur de la mobilisation ne les a pas conduits à remettre en cause leur ligne d'accompagnement qui appelle dans la crise actuelle à de nouveaux sacrifices pour les salariés.

Maintenant une chance plus grande se présente pour un changement complet de politique gouvernementale. L'heure de la radicalité concrète est venue. Nous participons aux luttes sociales autant qu'environnementales. Nous en portons les aspirations dans notre programme. Pour le Front de Gauche, notre gouvernement devra rétablir le droit à une retraite décente dès 60 ans et refuser tout allongement de la durée de cotisation. Nous voulons également desserrer l'étau du traité de Lisbonne en pratiquant la désobéissance européenne. Nous pensons une planification écologique nécessaire face à la crise environnementale. Nous voulons en finir avec la 5^{ème} République et fonder par la tenue d'une Assemblée Constituante une République parlementaire et sociale. C'est autour de ces orientations que nous voulons gouverner le pays. C'est cette perspective que nous proposons à toute l'autre gauche en appelant à se rassembler sans exclusives : la force même du mouvement social nous en donne encore davantage la responsabilité.

Afin d'éclairer les choix qu'ils auront à faire, les électeurs sont en droit d'attendre que le PS et Europe-Ecologie Les Verts clarifient leurs positions sur tous ces sujets. Nous entendons leurs interpellations à notre endroit. Mais elles sont imprécises et contradictoires. Certains dirigeants du PS et d'Europe Ecologie Les Verts déclarent que nous représenterions un danger pour la démocratie. Ils cherchent sans doute à justifier ainsi l'alliance avec le « centre » dont ils sont partisans. D'autres nous appellent à être au cœur d'une majorité qui gouverne, alors qu'on ne sait ni qui sera en tête, ni quels seront les rapports de force au sein de la gauche ni même la ligne sur laquelle ils veulent gouverner. Nous gouvernerons pour faire payer cette crise au capital et non au salariat : toute autre politique se ferait sans nous et contre nous. Et au préalable, nous n'avons toujours pas de réponse à la question que nous avons posée sur l'attitude de ces partis au second tour de l'élection présidentielle. Partout où les candidats de l'autre gauche étaient en tête en Amérique Latine, les partis sociaux-démocrates ont appelé à voter à droite. Au Brésil la candidate écologiste à la dernière présidentielle a refusé de donner une consigne de vote. Qu'en serait-il en France si l'autre gauche était en tête ? Nous ne le savons toujours pas. Alors oui, des clarifications s'imposent. Mais ce n'est pas du Front de Gauche qu'il faut les exiger.

Un Front de Gauche élargi pour l'initiative

Notre premier point d'appui est le Front de Gauche, dès lors que les conditions ne sont pas encore réunies pour construire la nouvelle formation politique commune de l'Autre Gauche à laquelle nous aspirons toujours. C'est aujourd'hui la formule qui exprime le mieux ce qui nous semble nécessaire, à savoir, une construction politique capable de bouleverser le système en rassemblant dans un même mouvement des formations, des cultures, des histoires et personnalités différentes. Nous voulons tirer du meilleur des anciennes traditions de la gauche et de la plus récente, l'écologie politique, le levain d'un projet nouveau. Elle permet de faire avancer une perspective de refondation/reconstruction à gauche sur la base d'une politique de rupture avec le libéralisme. C'est une option stratégique indépendante des difficultés immédiates dès lors que le pluralisme qui a présidé à sa fondation reste d'actualité. Nous souhaitons que chacun puisse se retrouver dans une construction durable, élargie et populaire. C'est pourquoi nous voulons construire et développer le Front de Gauche en l'ouvrant bien davantage à l'intervention populaire, en donnant notamment la possibilité à ceux qui le souhaitent de le rejoindre et de s'y impliquer tout aussi facilement que les militants des partis politiques qui le constituent.

Nous souhaitons dépasser le stade initial d'un cartel de partis. Nous voulons qu'il assume l'ambition de gouverner en travaillant à l'élaboration d'un programme de rupture avec la logique du système capitaliste et des modèles productivistes. Car ne nous y trompons pas : la victoire de la gauche ne se construira pas sur la base d'un simple rejet de Nicolas Sarkozy. Le discrédit du pouvoir est profond et son rejet majoritaire dans l'opinion. Mais il y a aussi une majorité pour penser que, parvenue au pouvoir, la gauche ne ferait guère mieux. Le Parti Socialiste entend surfer sur l'antisarkozysme pour assurer l'alternance et masquer la nécessité d'alternative. Pour gagner, la gauche doit opposer une autre cohérence, un choix radicalement différent. Parce qu'il dit sa solidarité avec les politiques de rigueur des gouvernements sociaux-démocrates qui, comme en Grèce, étranglent leur peuple au bénéfice des banques ; parce qu'il ne se donne pas les moyens de résoudre les crises en cours par leur refus de remettre en cause le traité de Lisbonne, nous savons que le Parti socialiste n'est pas, en tant que tel, la solution. Il en va de même d'Europe Ecologie – Les Verts lorsqu'ils ne prônent pas les ruptures avec le capitalisme qui nous semblent indispensables pour résoudre l'urgence écologique, même si ses contradictions internes rendent moins certaine une évolution homogène de ce regroupement.

Par conséquent, seule la réussite du Front de Gauche est à même de bouleverser la donne à gauche, de créer les conditions d'une nouvelle majorité pour mettre en œuvre de vrais changements et par là même d'assurer une victoire contre la droite.

Le Front de Gauche est au point de départ une alliance électorale. Il n'existerait pas sans la rencontre avec le suffrage universel. C'est pourquoi le Front de Gauche renforcé et élargi dont notre peuple a besoin, implique une alliance électorale elle-même renforcée et élargie. Nous proposons donc un paquet liant les prochains rendez-vous avec le suffrage universel : cantonales, présidentielle, législatives. Cette alliance durable permettra de faire de chaque succès électoral un acquis disponible pour le combat suivant. Elle dira clairement au pays notre ambition : gouverner ensemble pour appliquer notre programme. Nous avons donc vu avec une très grande satisfaction nos partenaires communistes adopter lors de leur dernier congrès une stratégie qui va dans ce sens. Depuis nous avons lancé le processus de programme partagé.

Mais nous devons avoir une plus grande ambition encore pour le Front de Gauche. Il ne peut se réduire aux forces qui l'ont créé. Le lancement du « programme partagé » est le moyen, en démultipliant les débats localement, d'impliquer des militants syndicaux ou associatifs, des citoyens engagés, d'autres courants et organisations politiques, bien au-delà des composantes actuelles du Front de Gauche à travers des comités d'élaboration du programme du Front de Gauche et des Front thématiques à l'image de celui déjà créé pendant la campagne des européennes par les économistes. Cet élargissement doit se concevoir, non comme un objectif en soi, mais sur la base d'une volonté partagée de changer la donne à gauche. La méthode, c'est la mise en dynamique du Front de Gauche pour que sa capacité d'initiatives et d'entraînement en fasse la force de rassemblement incontournable.

Dans le prolongement des mobilisations sociales, le Front de Gauche doit s'adresser à l'ensemble des citoyens. Ils peuvent être attentifs à des propositions programmatiques ambitieuses et à des garanties nécessaires pour changer vraiment de politique. D'où l'importance de mener le débat à gauche sur nos objectifs en direction des électeurs et des abstentionnistes et en interpellant, à partir de nos propositions. Dans ce but, nous n'hésiterons pas à confronter notre programme à celui du PS et d'EE-LV sur leurs positions (comme actuellement sur les retraites et la durée de cotisations) afin d'illustrer concrètement aux yeux des citoyens les différentes voies à gauche qui s'offrent à eux. Ce sera utile pour mieux éclairer leur choix et préparer la modification des rapports de forces au sein de la gauche devant le suffrage universel.

Nous continuerons également à nous tourner vers toutes les autres organisations de l'Autre Gauche pour leur dire que le Front de Gauche n'est la propriété de personne, sinon celle de tous ceux qui veulent une véritable alternative écologiste, sociale et républicaine. Cela concerne nos alliés des Régionales comme les Alternatifs, la FASE, le PCOF, le M'Pep, R&S et aussi bien sûr le NPA avec lequel nos différences ne devraient pas empêcher une alliance. Nous avons déjà raté deux occasions avec ce dernier. Rien ne justifierait d'échouer une troisième fois alors que la situation politique le réclame plus encore. La démonstration réussie de « Limousin Terre de Gauche » aux régionales, puis aux cantonales partielles montre les perspectives électorales très positives d'une alliance large de toute l'Autre Gauche.

Le Front de Gauche et les échéances électorales à venir

Nous abordons donc les échéances électorales à venir à la fois avec confiance et lucidité. Nous avons la capacité de présenter au premier tour une alternative concrète à gauche capable de l'emporter ou au moins de bouleverser les rapports de force en profondeur, mais nous savons que les modes de scrutin ne permettent pas l'expression fidèle des rapports de force effectifs dans notre pays. Nous nous préparons à ce que les cantonales, la première élection du « paquet électoral », minorent artificiellement le poids du Front de Gauche. Elles se jouent au scrutin majoritaire et non proportionnel. On connaît le poids des sortants. Nous y affronterons aussi des obstacles financiers, contraires à la démocratie qui limiteront notre présence car nous n'avons tout simplement pas les moyens de payer les frais de campagne partout où nous souhaiterions nous présenter. Pour autant, beaucoup chercheront sans doute à faire de ce scrutin incomplet et déformé une photographie des rapports de force nationaux à la veille des élections gouvernementales de 2012 qui surplombent l'ensemble du cycle politique dans lequel nous sommes. Ne parlons même pas des interprétations qui seront tentées à partir des sénatoriales, scrutin indirect qui exprime des rapports de force politiques issus d'élections antérieures à notre fondation ! Quant à la présidentielle, nous aurons à affronter la rhétorique mutilante et démobilisatrice du « vote utile » qui avait contribué à lamener l'Autre Gauche au premier tour en 2007 sans permettre pour autant à la candidate du PS de l'emporter au second.

Quant à la Présidentielle, la Révolution citoyenne devra affronter la personnalisation qu'elle induit. Dans la Cinquième République, c'est elle qui domine la vie politique du pays. Elle contribue à minorer les autres échéances et favorise le bipartisme. Pour autant, le grand nombre se détermine par rapport à elle. L'unité de l'Autre Gauche est le premier levier de notre crédibilité. Elle est indispensable à une forte résonance de nos idées. Quelle formidable dynamique serait une campagne s'appuyant sur les leaders de talents de l'Autre Gauche comme nous avons su le concrétiser sur les tribunes de la gauche du Non au TCE ! Mais notre crédibilité dépendra aussi en grande partie de notre capacité à proposer un programme et une candidature qui traduisent notre ambition de gouverner pour changer les choses efficacement et profondément. En même temps nous savons que la présidentialisation de la vie politique agit comme un frein à l'intervention populaire. C'est pourquoi nous voulons élire le dernier président de la Cinquième République, et convoquer dans la foulée de notre victoire une Constituante. Nous lui proposerons alors de fonder une nouvelle République parlementaire et sociale, permettant la souveraineté effective du peuple.

Le Parti de Gauche mettra au service de ce combat toutes les ressources dont il dispose. Chaque fois que c'est possible, nous apporterons la détermination politique de notre jeune parti et l'expérience militante acquise lors de nos précédents combats sociaux et électoraux.

Comment faire pour avancer ? Comme nous avons procédé jusqu'à présent. En levant pratiquement et une à une les difficultés qui se présentent. Quand on l'aborde concrètement, une ambition politique se décline finalement dans une succession de conditions politiques à réunir. Quelles sont celles qu'appelle notre ambition d'une Révolution citoyenne ? Faire vivre sans attendre la résistance à la politique du gouvernement. Réussir l'élaboration du programme partagé d'un Front de Gauche le plus élargi possible, et donc en capacité de s'appuyer sur une dynamique populaire qui irait bien au-delà des militants et des organisations qui le composent. Nous accorder avec nos partenaires sur les candidatures, pour toutes les échéances électorales, mêmes partielles, y compris les présidentielles. Rassembler les soutiens qui nous permettront de nous adresser au pays, par secteur. Réunir à travers des souscriptions populaires ou toute autre action, en accord avec la législation en vigueur, les ressources financières qu'impliquent ces campagnes. C'est un travail qui demande patience et méthode. Mais il n'est pas de chemin facile pour ce que nous voulons faire. Nous construisons ensemble le Parti de Gauche pour être justement en mesure de mener ce travail à bien. La première condition politique du succès est dans notre propre action, démultipliée par le collectif militant que nous formons.